



## Le programme de Nicolas Dupont-Aignan : une relance à 183 milliards d'euros

Le candidat le plus haut dans les sondages parmi les "petits candidats" (4% environ), souhaite avancer un programme sérieux afin de relancer l'économie française et se prête même à l'expérience du chiffrage de son programme. Cependant, force est de constater que la multiplication des dépenses en tout genre : mesures régaliennes, baisse de charges, mesures en faveur du pouvoir d'achat ; vont creuser de manière exponentielle notre déficit public.

La Fondation Concorde a fait le bilan de ces dépenses nouvelles qui coûteraient à l'Etat français **183 milliards d'euros à horizon 2022 !**

<b>Sortie de l'UE</b>	<b>13 milliards</b>
<b>Sortie de la Zone Euro</b>	<b>30 milliards</b>
<b>Mesures régaliennes</b>	<b>48,5 milliards</b>
<i>Budget de la défense à 2 points PIB</i>	<i>12 milliards</i>
<i>Recrutement 40.000 agents</i>	<i>1,8 milliard</i>
<i>Construction 40.000 places prison</i>	<i>1,7 milliard</i>
<i>Augmentation budget recherche à 3%</i>	<i>18 milliards</i>
<i>Renationalisation des autoroutes</i>	<i>15 milliards</i>
<b>Mesures pour les entreprises</b>	<b>43 milliards</b>
<i>Exonération charges pour recrutement chômeur longue durée</i>	<i>3 milliards</i>
<i>Baisse de moitié de l'IS</i>	<i>30 milliards</i>
<i>Fonds d'investissement aide à relocalisation</i>	<i>10 milliards</i>

<b>Mesures pour les ménages</b>	<b>64 milliards</b>
<i>Exonération des heures supplémentaires</i>	<i>4,5 milliards</i>
<i>Baisse de 10% IRPP</i>	<i>7,8 milliards</i>
<i>Augmentation des pensions de retraite de 100€ / mois pour 6M de personnes</i>	<i>7,2 milliards</i>
<i>Augmentation des pensions de retraite sur l'inflation</i>	<i>24 milliards</i>
<i>Remboursement à 100% par la sécu des soins (audios, lunettes et dentaires)</i>	<i>3 milliards</i>
<i>Diminution de 30% des charges salariales</i>	<i>17,5 milliards</i>
<b>Total</b>	<b>183 milliards</b>

En échange de ces dépenses, le candidat nous propose des recettes pour le moins obscures : lutte contre la fraude sociale, gain de productivité dans l'administration, ... autant de mesures dont les gains réels sont difficiles à apprécier.

De plus, NDA chiffre les économies générées par des emprunts à 0% auprès de la Banque de France, il nous indique donc le retour à une politique monétaire nationale, qui induit le retour à une monnaie nationale et la sortie de la zone euro. Or, la sortie de la zone euro coûterait à la France 30 milliards d'euros d'intérêts supplémentaires sur la dette.

Le candidat nous assure de faire plus de 16 milliards d'économies en 2022 grâce à cette mesure, alors qu'en fait cette mesure va entraîner 30 milliards d'euros de dépenses supplémentaires.

Les hypothèses de croissance du candidat laissent également perplexe, avec une croissance de 1,6% pour l'année 2017, NDA se trouve déjà au-dessus des prévisions des grands organismes qui tablent sur une croissance de 1,2 ou 1,3% en 2017. Ce qui jette le discrédit sur le rythme de croissance très soutenu qu'espère avoir le candidat s'il devait être élu.

**Pour conclure, malgré la volonté affichée de se poser en tant que candidat sérieux à l'élection présidentielle, NDA nous propose un programme économique aux antipodes du sérieux budgétaire dont la France a besoin.**